

SYNTHESE SUR LA BANCARISATION AU SUD KIVU

SUMMARY ON BANKING SERVICES IN SOUTH KIVU

David MUDOSA BADOS'OKULI

Assistant et Enseignant chercheur en Gestion des ressources humaines
Université du CEPROMAD- Institut Supérieur de Gestion des Affaires
Province du Sud-Kivu
République Démocratique du Congo
davidmudosa16@gmail.com

Date de soumission : 08/01/2021

Date d'acceptation : 28/02/2021

Pour citer cet article :

MUDOSA BADOS'OKULI. D. (2021). « SYNTHESE SUR LA BANCARISATION AU SUD KIVU », Revue Internationale des Sciences de Gestion, V(N), pp. 941-959.

Résumé

Ce travail porte sur le système de paiement par bancarisation des enseignants au Sud-Kivu et ses conséquences sur rendement au travail. Ce travail retrace les anciennes menaces et difficultés que parcouraient les enseignants dans le temps passé avant que le système de paiement par bancarisation ne vienne palier à ces défis.

En effet, toucher son salaire en totalité et à temps réel était un grand rêve pour les fonctionnaires du secteur public en général et les enseignants en particulier. Pour pallier à ce défi, le gouvernement congolais avait décidé en 2012 de mettre en place un système de paiement à travers les banques afin de faciliter les tâches aux autorités scolaires et faire découvrir au gouvernement congolais certaines vérités qui lui étaient cachées, notamment la découverte de vrais effectifs des fonctionnaires mécanisés.

Néanmoins, les imperfections existent dans ce système pour manque d'exclusivité de tous les enseignants des milieux ruraux car certains d'entre-deux effectuent encore de longs voyages vers la ville gaspillant ainsi énergie, temps et moyens financiers, causant ainsi des perturbations dans le respect du programme national en abandonnant leurs élèves pour un temps.

Pour y arriver, nous avons fait recours à quelques ouvrages et articles ayant trait à la bancarisation en RDCi, aussi les interviews libres que nous avons eues avec des enseignants rencontrés bénéficiaires du nouveau système de paiement.

Mots-clés : Bancarisation ; non payé ; nouvelles unités ; rémunération ; système bancaire

Summary

This work focuses on the system of payment by banking teachers in South Kivu and its consequences on work performance. This work traces the old threats and difficulties that teachers faced in the past before the payment by banking system came to overcome these challenges.

Indeed, to receive his salary in full and in real time was a big dream for public sector employees in general and teachers in particular. To overcome this challenge, the Congolese government decided in 2012 to set up a payment system through banks in order to facilitate the tasks of school authorities and make the Congolese government discover certain truths that were hidden from it, in particular the discovery of real numbers of mechanized civil servants.

However, imperfections exist in this system for lack of exclusivity of all teachers in rural areas because some of them still make long trips to the city wasting energy, time and financial means, thus causing disruption in the respect for the national curriculum by abandoning their students for a time.

To achieve this, we used a few books and articles relating to banking services in the DRC, as well as the free interviews we had with teachers we met who were beneficiaries of the new payment system.

Keywords : Banking; unpaid; new units; remuneration; banking system

Introduction

A travers la bancarisation, les structures financières peuvent faire face aux enjeux de la croissance économique dans le pays. Elle reflète le degré de pénétration du système bancaire dans les rouages de l'économie et renseigne sur le niveau de développement de l'offre des services financiers. Elle constitue de ce fait, un élément clé pour le développement des systèmes de paiement.

Néanmoins, elle demeure tributaire des facteurs structurels tels que le niveau de développement économique et éducatif, la part de la population active occupée et la confiance du public.

Les banques jouent un rôle clé dans le développement de la bancarisation et adoptent en ce sens, des approches de manière à proposer des moyens de paiement adaptés aux différentes couches de la population, et faciliter l'accès aux services financiers et le paiement. Le développement de la bancarisation s'inscrit très souvent comme un levier pertinent dans la stratégie de conquête de part de marché des banques.

Jadis les agents du secteur éducatif et de la fonction publique connaissaient une léthargie dans le paiement de salaire, parfois ce sont les comptables des services habilités qui procédaient à des retraits des soldes des agents à la BCCii.

Dans le secteur de l'enseignement, c'était les responsables des écoles et autres institutions publiques qui faisaient des voyages pour Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu, et quelques fois ceux-ci rentraient sans trouver la totalité de ce qu'ils devaient distribuer à leurs agents. Ce qui leur causait toujours des mésententes lors de la distribution de ce petit salaire dans lequel les frais de transport devaient être déduits obligatoirement à charge des enseignants. A ce niveau, le problème résidait sur le fait que les fonctionnaires n'avaient certainement plus confiance en leurs responsables, ce qui causait toujours d'énormes problèmes et parfois même des bagarres lors de la distribution.

Du côté des responsables, ils courraient de nombreux risques lors du retrait de ces sommes de la banque en ville vers l'intérieur, ils couraient tous les risques dont les braquages, dépouillement par des inciviques avec toutes conséquences relatives.

Ce mécanisme causait d'énormes problèmes surtout au niveau du secteur éducatif, car parfois omission sur les listings de paie, la non mécanisation de nouvelles unités, le caractère incomplet de salaire alloué aux agents, etc. Cet état de chose occasionnait des préjudices énormes dans le secteur éducatif congolais mais aussi dans le secteur administratif.

Dans le cadre de redynamiser le système macroéconomique et la mondialisation, la banque est venue résoudre tant soit peu, limiter la léthargie et le manque à gagner évoqué ci-haut.

En effet, le système bancaire présente actuellement des renseignements fiables sur le niveau de développement de l'offre des services financiers et constitue un élément clé pour le développement du secteur éducatif.

Bien encore modeste, la bancarisation des agents de l'Etat manifeste une progression continue. A partir de l'année 2013, avec la politique du système économique appelé « macro économie » dont premier ministre congolais, Augustin MATATA MPONYO MAPON, en est le pionnier, permet d'assainir et de maîtriser les effectifs des fonctionnaires et agents de l'Etat longtemps victimes de la gabegie financière, détournement de salaire, déviation et autres problèmes constatés dans le secteur administratif et éducatif.

D'où il fallait canaliser tous les paiements des agents de l'Etat vers les banques et notamment ceux du secteur éducatif afin de mettre fin aux problèmes que connaissait ce secteur et autres mais aussi promouvoir le secteur formel de l'Etat, longtemps déséquilibré par ou à travers le système de paiement effectué par les différents réseaux (coordination, mandataires...).

Lorsque le système de bancarisation fut instauré en RDC, la société de télécommunication Airtel intervenait pour résoudre ce problème au niveau des enseignants œuvrant dans les territoires de la province du Sud-Kivu mais qui en définitif n'aboutit à rien d'efficace en termes de meilleur résultat. La TMBiii l'une des banques de la RDC siège de Bukavu intervenait jusqu'aujourd'hui pour venir en aide à ces enseignants. Elle procède par l'installation des guichets dans certains coins des territoires de la province du Sud-Kivu dans le but de tenter mettre fin aux mouvements de l'intérieur vers la ville pour le motif annoncé.

Notre questionnement est axé sur l'aspect de savoir si la bancarisation a été la solution effective de tous les problèmes liés à la paie des enseignants ?

A-t-elle résolue le problème du gouvernement relatif à la non maîtrise des effectifs des enseignants payés par l'Etat ainsi qu'au détournement des fonds publics ?

Cette paie par la TMB ne joue rien de perturbation sur les activités scolaires comme avant car les enseignants ne touchent que les dimanches leurs salaires à partir des guichets leur installés déjà par la TMB.

La bancarisation en elle-même ne serait pas une solution définitive des enseignants congolais en particulier et ceux du Sud-Kivu en particulier. Elle nécessiterait un suivi permanent pour subvenir aux multiples problèmes de paie des enseignants.

Elle résoudrait le problème du gouvernement relatif à la non maîtrise des effectifs des enseignants payés par l'Etat congolais.

Le présent travail comportera cinq points que nous développerons :

Le premier comportera les généralités sur la bancarisation en RDC au sein duquel nous développerons la partie théorique du travail ;

Le deuxième nous parlera le début de la bancarisation au pays. Il essayera de brosser comment la bancarisation avait commencé.

Le troisième développera la mafia dans la bancarisation de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Le suivant présentera les avantages et les inconvénients de cette pratique nouvelle dans la paie des fonctionnaires publics ;

Et en fin nous relèverons les implications managériales du sujet.

1. Généralités sur la bancarisation en RDC

1.1. Quelques concepts de la bancarisation

La sagesse et la modestie scientifique nous apprennent d'une part que les meilleures définitions sont celles qui donnent le genre et les différences spécifiques de l'objet à définir. Des telles définitions sont très rares (MURANDYA, 2008). Malgré les difficultés de trouver l'unanimité autour des définitions, nous sommes appelés de situer nos lecteurs sur le sens profond que revêt chacun de nos concepts opératoires les plus usités à travers l'étude en cours.

La banque

Selon le dictionnaire Encarta, la banque est un établissement commercial abritant les activités d'un organisme financier centralisant les échanges monétaires de toute nature entre les acteurs d'une activité.

Elle est une entreprise ou établissement qui effectue toute opération de banque telle que : la réception des fonds, l'octroi des crédits, la gestion des paiements, la gestion de l'épargne, la collecte des capitaux pour son compte et pour les crédits, les services financiers aux agents économiques (gestion de patrimoine de titre ou de portefeuille, etc.), mobiliser les ressources pour promouvoir l'investissement, fournir une assistance technique et conseil politique à mettre en œuvre.

❖ Origine de la banque

- ✓ Au 16^{ème} siècle, la banque est la table de changeur ou commerçant, le lieu où se font le trafic, le commerce de l'argent. Ce mot « banque » correspond à une forme féminine de « Banc » et dérive de l'italien « Banca » introduit en France lors de l'installation des banques italiennes à LYON.
- ✓ L'usage des « Tables » est attesté dans les temps anciens, Mathieu 21 : 12, la Bible rapporte que Jésus chassa les marchands dans le temple de Dieu, renversa les tables et les sièges des changeurs des pièces des monnaies. Mathieu 25 : 14-27 les trois serviteurs qui recevant les biens du patron et allant les faire fructifier, un d'entre eux était paresseux n'a pas su faire bénéficier le talent et le patron lui gronda qu'on pourrait le donner banquier pour un intérêt. Dans le monde orthodoxe Grec, « la Trapeza » aujourd'hui en grec moderne signifie « la Banque ».

▪ Missions de la Banque Centrale du Congo (BCC)

Aux termes de la loi n°005/2002 du 07 mai 2002 portant constitution, organisation fonctionnement de la BCC, il est dévolu cette dernière, les missions suivantes (Congo, 2002) :

- Mettre en œuvre les politiques monétaires du pays dont l'objectif principale est la stabilité interne et externe de la monnaie nationale ;
- Définir et gérer les réserves officielles de la République ;
- Edicter les normes et règlements concernant les opérations sur les devises étrangères ;
- Participer à la négociation à tout accord international comportant des modalités des paiements et assurer les exécutions.

▪ Les objectifs de la Banque Centrale

- La Banque Centrale est une institution étatique fonctionnant et renfermant même toutes les autres institutions financières et non bancaires, celle-ci assure deux objectifs principaux notamment l'émission de la monnaie et la supervision de la masse monétaire en circulation ;
- La Banque Centrale injecte aussi la monnaie dans l'économie et assure le bon fonctionnement des banques de second rang.

▪ Rôles de la Banque Centrale du Congo

- Assure les différents services aux populations et aux organisations de développement et aux entreprises ;

- Collecte des capitaux pour son compte et pour les opérations des crédits ;
- Joue l'intermédiaire entre les détenteurs des capitaux et les demandeurs des capitaux ;
- Trafic des paiements ;
- Gestion de l'épargne ;
- Commerce du crédit ;
- Services financiers aux agents économiques (gestion de patrimoine, de titre ou de portefeuille, change,...) ;
- Mobilise les ressources pour promouvoir l'investissement ;
- Fournit une assistance technique ainsi que de conseils sur les politiques à mettre en œuvre.

1.1.1. La bancarisation

En économie, la bancarisation c'est faire utiliser les services bancaires. La bancarisation est un processus, une opération, une technique de paie des agents et fonctionnaires de l'Etat dans le cadre de redynamiser les services bancaires à devenir l'un des éléments clés d'intégration des sociétés contemporaines :

- Elle représente le pourcentage de la population ayant une action aux services bancaires ;
- La bancarisation d'une économie mesure le taux de pénétration des banques dans la gestion de liquidité et de l'épargne. Plus la bancarisation est intense, moins les fuites dans le système bancaire limite sa capacité de création monétaire ;
- On dira que le taux de bancarisation a atteint cent pour cent quand toutes les personnes en droit d'ouvrir un compte en banque l'ont fait ;
- Le taux de bancarisation représente la part de la population ayant un compte en banque. Il existe une corrélation positive forte entre le taux et le PIB par habitant. Le taux élevé pour le PD est bas et très bas pour les PVD^{iv}.

La bancarisation symbolise de l'accès à un statut privilégié dans l'économie et la société (BAGUMA, 2017).

▪ Importance de la bancarisation

La bancarisation est devenue une réforme sociale qui a permis au gouvernement congolais :

1. De repérer les agents et fonctionnaires de l'Etat qui sont en fonction ;
2. Elle permet au ministère de budget de régler les dépenses publiques ;
3. Elle a également facilité le gouvernement de déceler tous les ponts dans le processus de paiement avant la bancarisation.

Pour les agents et fonctionnaires de l'Etat, une certaine confiance vis-à-vis de l'Etat peut s'observer. La bancarisation donne à l'enseignant malgré le salaire insignifiant sa valeur et sa dignité car dit-il, telle situation est une histoire de 1970. Dès lors, c'est possible pour l'enseignant qui est dans les écoles publiques ou officielles d'épargner ou de solliciter un crédit bancaire ou tout simplement savoir combien il gagne à la sueur de son front.

En résumé 72% du personnel de l'Etat bancarisé soit 631 440 agents sur 877 000 pour autant des comptes ouverts en août 2013 (chiffre du comité de suivi de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat).

- **La bancarisation en RDC est-il un signe du développement socio-économique ?**
- **Dans le secteur éducatif**

Bien qu'encore modeste, la bancarisation des agents de l'Etat manifeste une progression continue à partir de l'année 2013.

Ce nouveau système, dès lors présente des mesures qui encouragent des dépôts gérés, augmente, la banque accorde plus de crédits, et les accorde également mieux, en exerçant une surveillance accrue sur les ménagers et les emprunteurs en général. L'ampleur du phénomène permet ainsi au secteur bancaire consolidé d'atteindre une taille critique. A ce stade, le système financier peut entraîner l'économie dans son ensemble, en allégeant la contrainte du crédit sur les entreprises et les secteurs en besoin de financement externe. La production s'accroît, tout comme l'emploi.

Des tentatives visant à quantifier de façon univoque le lien entre la financiarisation des économies et leur taux de croissance estimé entre les pays les moins développés financièrement et les pays les plus avancés s'élève à un point de croissance par an : un tel écart aurait contribué à réduire d'au moins 20% le retard de croissance des pays les plus lents sur les autres durant les dernières décennies (KING, 1997).

La banque est une entreprise ou établissement qui effectue toutes opérations des banques, réceptionne, développe, accorde les crédits, met en place et gère le paiement. Ensuite effectue

les opérations connexes à leurs activités principales. Bref, la banque fait la profession habituelle, emploi en opération d'escompte, de crédit, des paies, ...

▪ Mécanisme de paie des agents et fonctionnaires (les enseignants)

La bancarisation est devenue un point de repère le plus marquant du gouvernement congolais afin de maîtriser les effectifs dans l'administration publique. La bancarisation devient une réforme sociale en ce sens que tout enseignant mécanisé (EM) perçoit régulièrement son salaire mensuel, cela fait pour le transfert des fonds de la BCC via les banques commerciales telles que la TMB, RAWBANK, BIAC, BIC, BC, ECOBANK et autres institutions financières.

1.2.3. La bancarisation et le système bancaire

Un système bancaire est un ensemble des règles et des pratiques qui régissent l'ensemble de la profession bancaire. Pour le professeur Fridian, le système bancaire est l'ensemble des relations, des principes et d'instruction bancaires qui déterminent une partie de la vie économique, une société localisable dans l'espace et dans le temps. Le système bancaire comprend l'ensemble d'établissements qui collectent les dépôts.

Nous comprendrons par un fonctionnaire ou un agent de l'Etat une personne qui remplit une fonction publique. Personne qui occupe un emploi permanent dans le cadre d'une administration publique. Ainsi, l'enseignant est fonctionnaire de l'Etat car il exécute et exerce une fonction publique de l'Etat. Agent et fonctionnaire sont les mêmes. Dans le secteur éducatif, tous les agents de l'EPSTv comme : les Chefs de Divisions de différents services, les Inspecteurs, les Coordinateurs des écoles conventionnées, les conseillers, les chefs d'établissement, les enseignants et le personnel d'appui à l'enseignement sont les agents de l'Etat.

Est enseignant, toute personne qui exécute cette fonction. Il existe donc des enseignants débout et enseignants assis. Enseignant débout car il exécute sa fonction dans la classe réelle ; enseignant assis car il est souvent à la disposition soit de la Division Provinciale de l'EPST, soit à la coordination des services des écoles conventionnées et remplit les fonctions semblables¹.

¹Revue de l'EPST

1.2. Système de paiement

Un système de paiement est un « système constitué d'un ensemble d'instruments, de procédures bancaires et de systèmes interbancaires de transfert de fonds, destiné à assurer la circulation de la monnaie »

L'expression « système de paiement » peut désigner à la fois un système, tel que défini précédemment, ou, au niveau national, l'ensemble constitué par les instruments de paiement, les infrastructures, les établissements, les conventions, les lois, etc., permettant le transfert des fonds. L'article ne porte que sur la première de ces deux utilisations.

Les systèmes de paiement traitent une large gamme d'instruments financiers (nature, montant...), selon des modalités variées (en continu ou par lots, avec ou sans compensation, en monnaie commerciale ou de banque centrale...). Certains sont spécialisés, d'autres traitent plusieurs instruments, selon des modalités variables. La typologie qui suit ne permet donc qu'une première analyse, et de nombreux cas de systèmes mixtes brouillent parfois les frontières entre ces catégories (www.google.com).

2. Début de la bancarisation en RDC

La reprise des activités bancaires en RDC observée ces dernières années occasionnées par l'arrivée de plusieurs banques garantissant la concurrence dans la présentation des produits, financiers et leurs façon de rendre le service à la population nous amène à parler de la bancarisation du pays et plus particulièrement de la province du Sud-Kivu, qui cette dernière désigne la pénétration des services bancaires au sein de la population.

Ainsi, étant donné que la bancarisation désigne la pénétration des services bancaires dans la population, il s'agit plus d'un processus que d'une situation de fait. Le nombre de personnes disposant d'un compte en banque par rapport au nombre de la population totale. On parle du pourcentage de bancarisés pour désigner le rapport : habitants disposant d'un compte bancaire (micro finance, banque, institution bancaire) et la population totale.

La bancarisation reflète le degré de pénétration du système bancaire dans les rouages de l'économie et renseigne sur le niveau de développement de l'effort des services financier. Elle constitue de ce fait, un élément clé pour le développement du système de paiement pour la RDC, cette pénétration est à 400 000 comptes pour 60 millions d'habitants pour la plus part en dollars, donc le champ à exploiter est vaste.

Le système bancaire de la RDC est constitué des établissements financiers qui exercent une activité de banques universelles et d'autres institutions spécialisées dans l'offre de services

financiers est dominée par des groupes internationaux, seul la BIC dont le capital est constitué par des nationaux, ceci expose le secteur aux crises extérieures.

Il sied de signaler que jusqu'à ce jour, les congolais en particulier et la plus grande majorité de sud-kivutiens en particulier, éprouvent des difficultés de recourir aux banques pour plusieurs raisons telles que :

- Les abus de l'Etat dans le passé, en intervenant sur la gestion de la BCC et sur les banques commerciales en général ;
- L'inflation et coût de tenue de compte ;
- Niveau de revenu faible, absence d'épargne et de produits incitatifs ;
- Les difficultés d'avoir l'accès à des informations sur la santé financière des établissements de crédit.

Plus de quatre ans se sont écoulés depuis que le gouvernement congolais a décidé la bancarisation des rémunérations de ses fonctionnaires sur l'ensemble du territoire. Cette décision continue de susciter la colère de certains agents œuvrant en milieu rural où il n'y a pas de banque jusque-là.

Enseignants, médecins, magistrats, policiers, militaires, où qu'ils se trouvent en mission de service, sont désormais payés à la banque. La raison, à en croire le premier ministre honoraire MATATA PONYO, est de faire un recensement général du personnel public. Autrefois, la paie se faisait sur la base des listes que détenait le comptable public, qui se déplaçait de la ville vers les milieux ruraux. Mais les comptables publics se plaisaient à gonfler l'effectif d'agents pour se faire payer des salaires dignes et décalaient ainsi les jours de paie ; un mois comptait 36, voire 40 jours dans certains bureaux de l'État. Pour parer à ces manœuvres frauduleuses, on a changé le système : tout agent doit aller toucher lui-même son salaire à la banque, même s'il n'y a pas de banque dans sa localité.

En mai 2013, lors d'une conférence de presse tenue à Kinshasa, le Premier ministre congolais s'était félicité des bénéfices apportés par le nouveau système de paie des agents de l'État. Notamment la découverte de 3 500 fonctionnaires fictifs sur tout le territoire congolais, permettant une économie de 5 millions de dollars américains même si selon certains, ce nouveau système de bancarisation handicape leur travail. Cela car ils consomment le temps, l'énergie et les coûts. Et au bout du compte, le salaire s'épuise avant même de regagner les milieux de services, ce qui fait qu'il y ait toujours des revendications pour l'installation des banques dans des milieux ruraux afin de désengorger le système.

Pour les organisations syndicales, les organisations de défense des droits humains et quelques partis politiques d'opposition, cette décision unilatérale du gouvernement doit être modifiée ou réadaptée, afin d'éviter l'injustice sociale entre agents urbains et ruraux. Le changement, oui, mais sous certaines conditions.

3. Maffia dans la bancarisation de la paie des fonctionnaires et agents de l'état²

Il ressort, en effet, d'une enquête diligentée par Mme la Vice-ministre du Budget, Madame Ernestine Nyoka faisant l'intérim de son titulaire en date du 10 janvier 2015, qu'une mission de contrôle de la paie des agents de l'administration du Ministre de la Santé publique effectuée dans les provinces du Kongo Central, Kinshasa et Sud-Kivu, a produit des révélations abjectes. Que des pertes énormes ! Et, il faut ouvrir l'œil et le bon, désormais.

Le rapport de cette mission renseigne que le Trésor public perd globalement une bagatelle somme de 2 588 349 728 de Francs Congolais, rien que pour des provinces contrôlées. Les listings de base laissent apparaître 101 doublons au 3ème trimestre 2014 représentant un montant mensuel de CFD 6 997 987; 97 doublons sur les listings du 4ème trimestre 2014, soit CDF 7 991 515. A cela s'ajoute 2 678 agents déclarés sur les listings paiement Prime de la Direction de la paie qui n'ont pas été reconnus par la Division Provinciale de la Santé au Kongo Central (Bas-Congo) représentant un montant mensuel de CFD 43 759 486. En définitive, au Kongo-Central, depuis le mois de juillet 2014 jusqu'à ce jour, le trésor public a perdu au total, une enveloppe de près de CDF 646 238 868.

S'agissant du rapport préliminaire sur la Province du Sud-Kivu, il a été révélé l'existence de 216 doublons sur la liste déclarative de la Division Provinciale de la Santé contre 83 sur les listings de la Direction de paie. Quant à l'Equateur, la mission diligentée au mois d'avril 2015, plus précisément à Mbandaka et Gemena, révèle un coulage mensuel de CDF 134 470 112, soit un montant annuel de CDF 1 613 641 344.

En ce qui concerne la ville-province de Kinshasa, le rapport a révélé l'existence de 785 doublons sur les listings des primes du mois de juillet 2014 émis par la Direction de paie et 303 doublons sur les listings des rémunérations. Dans le même ordre d'idées, la discordance des effectifs sur les listings de rémunérations de la Direction de paie, soit 15 679 agents contre 12 605 sur les listes de secrétariat général de la santé; 3 160 noms repris sur le listing de la direction de paie non retracés dans la base des données du secrétariat général à la santé pour un impact de CDF 328 469 516 (salaires de juillet 2014).

² Article publié par KongoTimes.info

Sous réserve d'autres provinces non visitées par les enquêteurs, de l'ESURSVi, de l'EPST et autres, les listings tirés à la Direction de la paie, à partir de l'Administration à Kinshasa, posent problème du fait de l'établissement en province des listes déclaratives au moment de l'exécution de la paie.

C'est un véritable scandale dans le circuit de la paie des fonctionnaires et agents de l'Etat. Nyoka Ernestine, actuelle Vice-Ministre du Budget et Avocate de son état, s'en est rendue à l'évidence, en décapotant, il y a quelques jours, les alvéoles de la maffia qui rame à contre-courant de la bancarisation de la paie au sein de différents Ministères.

A la santé publique, première étape de ce nettoyage des écuries d'Augias, des sommes faramineuses auraient été subtilisées du Trésor public. Une mission de contrôle, dépêchée au Kongo Central, à Kinshasa et au Sud-Kivu, dit avoir enregistré, tous les calculs faits, la perte d'un pactole de 2 588 349 728 Fc au détriment du Trésor public.

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo est déterminé à réussir le processus de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat sur l'ensemble du territoire national. En dépit de difficultés liées, naturellement, à l'absence des banques dans certains coins qui sont servis par l'ASBLvii Caritas moyennant une rétribution de 5% sur l'enveloppe globale des rémunérations, le Ministère de budget vient de découvrir, il y a quelques jours, le pot aux roses. Il a pris la résolution de traquer tous les réseaux maffieux tant rouillés qu'actifs, en vue de leur neutralisation totale. Ainsi, toutes les mains longues, encore en circulation et impliquées dans le détournement des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, sont-elles, décidément, dans les rétroviseurs du contrôle enclenché. C'est ce qui justifie la mission d'enquête diligentée par la Vice-ministre du Budget dans quelques provinces.

Pour Ernestine Nyoka, il y a lieu d'obtenir un fichier unique des listes de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat. Elle relève que le processus de paie est lui-même entravé du fait que les listings destinés à l'arrière-pays devraient passer par trois divisions, à savoir : le Contrôle, la Statistique et la Liquidation.

Contre toute attente, le Contrôle et la Statistique sont consultés tandis que la Liquidation est escamotée. La récente mise en place des Cardes de l'Administration du Budget intervenue, le 28 avril 2015, a été dictée par la nécessité de réformer intégralement le secteur de la paie à l'effet d'en améliorer le fonctionnement et de fiabiliser les opérations de paie dans leur ensemble. Le reste des provinces sera visité incessamment dans la perspective d'y imprimer, à brève échéance, la nouvelle vision d'orthodoxie devant sous-tendre les opérations de la paie.

4. Avantage et incidences de la bancarisation au Sud-Kivu

5.1. Bancarisation au Sud-Kivu

La bancarisation reflète le degré de pénétration du système bancaire dans le rouage de l'économie et renseigne sur le niveau de développement de l'offre des services financiers. Elle constitue de ce fait, un élément clé pour le développement des systèmes de paiement. Mais, elle demeure tributaire des facteurs structurels tels que le niveau de développement économique et éducatif, la part de la population active occupée et la confiance du public.

Des provinces entières demeurent encore sans possibilité d'accès aux services financiers des banques, voir même des IMFviii. Les services offerts par le système bancaire en RDC sont caractérisés par une faible diversification. Le secteur bancaire congolais est constitué de banques commerciales étrangères, à part la BICix dont la totalité du capital est détenu par les nationaux.

Toucher son salaire en totalité et à l'échéance était un rêve pour les agents du secteur public dans toute la république et en particulier la province du Sud-Kivu. Mais aujourd'hui grâce à ce système de paiement par bancarisation, ce rêve est devenu une réalité palpable même si tant d'imperfections lui sont encore reprochées et de multiples défis naissent du jour au jour au détriment de ces agents mécanisés.

Jadis, c'était les responsables des écoles et autres institutions publiques qui faisaient des voyages pour Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu, et quelques fois ceux-ci rentraient sans trouver toute la somme qu'ils devaient distribuer à leurs agents, ce qui leur causait toujours des mésententes lors de la distribution du petit rien reçu en avance avant de recevoir la somme restante. Cet état de chose constituait l'objet d'une crise de confiance des enseignants envers leurs responsables, sans faire mention de problèmes qui pouvaient surgir entre les deux parties.

Ces mêmes responsables courraient de nombreux risques lors du retrait de ces sommes d'être visités ou encore braqués, lors de l'acheminement à destination, par des inciviques et être dépouillés de tout et ne rien distribuer aux enseignants.

Lorsque le système de bancarisation fut instauré en RDC, la société de télécommunication Airtel voulait intervenir pour résoudre ce problème aux enseignants œuvrant dans les territoires de la province du Sud-Kivu mais qui en définitif n'aboutit à rien de meilleur résultat.

Ce fut ensuite la TMB, antenne de Bukavu, qui intervient pour venir en aide à ces enseignants. Elle procédait par l'installation des guichets dans certains coins des territoires de la province du Sud-Kivu. Les mouvements de multiples voyages prenaient fin à la satisfaction de ces enseignants qui se voyaient à chaque fin du mois avec leur somme en totalité ne sachant pas en réalité quelle est la part de la TMB qui exécute toutes ces opérations sans leur soumettre à des conditions.

Cette paie par la TMB ne perturbait en rien les activités scolaires comme avant car ils ne touchaient que les dimanches leurs sommes à partir des guichets leur installés déjà par la même banque.

4.2. Avantages de la bancarisation au Sud-Kivu

En dépit de multiples défis encore à relever et des imperfections qui lui sont encore reprochées, la bancarisation au Sud-Kivu est venue tant soit peu résoudre les différends qui jadis existaient entre les responsables des écoles et leurs enseignants. Lors de la paie ces derniers étaient toujours à couteaux tirés avec leurs responsables ceci pour manque de crédibilité ou de confiance à l'égard des responsables, mais aujourd'hui, grâce à la bancarisation, chaque enseignant mécanisé du Sud-Kivu a le plein droit de toucher à lui seul son salaire auprès du guichet d'une banque donnée lui indiqué par son chef et ceci lui permet de le toucher à l'échéance et en totalité.

Autrefois, la paie se faisait sur la base des listes que détenait le comptable public, qui se déplaçait de la ville vers les milieux ruraux. Mais les comptables publics se plaisaient à gonfler les effectifs des agents avec la complicité de certains responsables dans le but de bénéficier de ces salaires indus décalés de manière frauduleuse. Ainsi un mois pouvait compter 36, voire 40 jours dans certains bureaux de l'État pour faciliter cet état de chose. Pour parer à ces manœuvres frauduleuses, le gouvernement avait opté pour le système de bancarisation : tout agent doit aller toucher lui-même son salaire à la banque, même s'il n'y a pas de banque dans sa localité.

Ce système a permis également à la découverte des fonctionnaires fictifs au Sud-Kivu en particulier et en RDC en général. C'est comme en mai 2013, lors d'une conférence de presse tenue à Kinshasa, le Premier ministre congolais s'était félicité des bénéfices apportés par ce nouveau système de paie des agents de l'État. Notamment la découverte de 3 500

fonctionnaires fictifs sur tout le territoire congolais, permettant une économie de 5 millions de dollars américains.

Ce système a aussi suscité l'engouement d'ouverture des comptes bancaires dans le chef des agents bénéficiaires et surtout les enseignants du Sud-Kivu, et la plupart de ces derniers incarnent déjà en eux l'esprit d'épargne car ceci n'était pas usuel.

Bien d'autres avantages sont témoignés par les enseignants, chacun selon sa manière de satisfaction et sa perception à ce nouveau système de paie qui n'a laissé aucun enseignant du Sud-Kivu indifférent dans la joie.

4.3. Reproches au système de bancarisation

Comme nous l'avons dit précédemment, il est évident que malgré la satisfaction de plus d'un enseignant et bien d'autres bénéficiaires du nouveau système de paie, il lui est encore reproché tant d'imperfections encore à corriger pour le rendre plus attrayant.

Il s'observe dans bien de territoires jusque-là où l'installation d'une banque n'est même pas dans le projet du gouvernement congolais, ce qui crée une plus grande difficulté aux enseignants bancarisés de ces territoires car ces derniers doivent parcourir plus de kilomètres pour arriver en ville où ils sont affiliés pour la paie, ce qui ne se déroule pas sans conséquences comme sus évoqué.

Les avis de certains enseignants rencontrés dans des guichets de paie diffèrent : le nouveau système de bancarisation handicape leur travail ; cela nous consomme en temps, en énergie et en coûts. Et au bout du compte, notre salaire s'épuise avant même qu'on ne regagne nos milieux de services", c'est pourquoi nous réclamons pour l'instauration des banques en ville tout comme en milieux ruraux.

Un autre plus grand problème est signalé, c'est celui aux banques de vouloir marginaliser les enseignants sur la ligne d'attente pendant plus d'un jour au profit des clients réguliers des banques, les enseignants sont quelques fois considérés comme s'ils n'avaient pas les mêmes droits comme d'autres clients et sont toujours servis en dernier lieu, ce qui d'ailleurs fait que parfois certains d'entre eux soient victimes de l'insécurité grandissante au Sud-Kivu lorsqu'ils reviennent tard dans leurs milieux car ils ont beaucoup trainé au guichet jusque dans les heures tardives.

Certains noms des enseignants déjà morts figurent encore sur les listings de paie et ces salaires sont touchés par leurs chefs qui ne veulent en aucun cas remplacer les noms de leurs

remplaçants afin de leur permettre aussi de toucher à ces avantages comme d'autres déjà mécanisés.

D'autres encore sont victimes des tracasseries des agents de l'ordre au niveau des banques ou d'autres agents devant les portes des banques, en leur demandant de fois de soudoyer ces mêmes agents afin d'avoir l'accès facile dans le guichet avant les autres.

En effet, toutes ces imperfections ont un impact négatif sur le rendement de ces enseignants vis-à-vis de leur service car ils abandonnent leurs élèves pendant un moment et ceci occasionnerait sans doute des retards par rapport au programme d'enseignement, ceci risquerait aussi à ces derniers de perdre de vie suite aux tracasseries d'insécurité dont ils sont victimes en retour lorsqu'ils reviennent tard.

5. Implications managériales

Abordant cette partie, un certain nombre d'observations ont été formulé à l'endroit du gouvernement congolais et aux banques congolaises.

Au gouvernement Congolais :

- De mettre en place toutes les stratégies pouvant asseoir efficacement ce système de paiement afin de le rendre durable et performant au bénéfice de l'Etat;
- D'aménager des infrastructures routières et bancaires répondant favorablement aux besoins de la population bénéficiaires de la bancarisation au pays ;
- De cibler les banques publiques ou privées devant exécuter cette fonction et les instruire une ligne de conduite afin d'atteindre ses objectifs ayant trait à la bancarisation pour son intérêt et celui des bénéficiaires;
- De procéder à la mise en retraite du personnel public ayant atteint l'âge requis et nettoyer le fichier du personnel en élaguant les agents morts du listing de paie.

Aux banques

- D'éviter toute forme de tracasserie pouvant détériorer les intérêts des agents publics affectés à son ressort afin de les permettre d'être servis avec dignité entant que personne humaine;
- De solliciter au gouvernement l'installation des succursales et/ou agences dans plusieurs coins et recoins du milieu afin de faciliter la tâche et rendre aisée le service au bénéfice de leur clientèle.

Pour démanteler les réseaux maffieux et mettre à profit les instructions du gouvernement congolais, le suivi permanent de celui-ci sévère nécessaire à travers ses services spécialisés tel que la Direction de service de paie du personnel, pour ne citer que celui-là, la réforme sur la bancarisation devrait être finalisée dans l'optique de la consécration d'un fichier unique pour tous les agents et fonctionnaires de l'Etat.

La consécration d'un fichier unique étant envisagée en toile de fond, le Ministère du Budget a déjà enclenché le processus de formation des enquêteurs budgétaires qui justifieront de la qualité d'OPJx à compétence restreinte, une fois, assermentés.

Conclusion

L'objet de ce travail était d'étudier l'effectivité de la bancarisation des agents de l'Etat de manière générale et des enseignants du Sud Kivu en particulier. La paie des agents et fonctionnaires de l'Etat surtout celle des agents relevant du secteur public a toujours constitué un cas exceptionnel et insoluble les années passées en RDC. C'est dans ce souci que nous avons eu l'opportunité de faire voir au monde scientifique qu'il existe déjà un nouveau système de paiement venant mettre fin à des anciennes manipulations excessives des systèmes de paiement, dans un thème intitulé : « synthèse sur la bancarisation au Sud Kivu » avec l'objectif de relever les conséquences et avantages

Le système de paiement par bancarisation des enseignants au Sud-Kivu et ses conséquences sur leur vie et rendement au travail.

Des années en année, toucher son salaire en totalité et à temps réel était un rêve pour l'enseignant de la province du Sud-Kivu et surtout celui du milieu rural ce qui est aujourd'hui une réalité palpable pour tous les fonctionnaires du secteur public dans lesquels font partie les enseignants mécanisés et ceux des écoles publiques non encore mécanisés.

Cependant la bancarisation en elle-même n'a pas été une solution définitive des enseignants congolais en particulier et ceux du Sud-Kivu en particulier. Il a convenait que le gouvernement face le suivi permanent des acteurs qui interviennent dans cette pratique pour que de deux cotés, l'Etat et les bénéficiaires, jouissent de cette bancarisation.

En outre elle a résolu partiellement le problème du gouvernement relatif à la non maîtrise des effectifs des enseignants payés par l'Etat congolais. Cela s'explique par le fait que les doublons existent toujours par mauvaise foi des intervenants dans le pouvoir public au sein du gouvernement congolais.

C'est ici que les scientifiques pourraient approfondir la recherche pour découvrir d'autres zones d'ombre empêchant le gouvernement à atteindre le seuil maximum de la réussite de la bancarisation au pays. Aussi développer les mécanismes pour dissiper tous les obstacles dans le nettoyage du fichier de paie des enseignants.

Note de fin

ⁱ République Démocratique du Congo

ⁱⁱ Banque Centrale du Congo

ⁱⁱⁱ Trust Merchant Bank

^{iv} Pays en voie de Développement

^v Enseignement Primaire, Secondaire et Technique

^{vi} Enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique

^{vii} Association sans but lucratif

^{viii} Institution des micros finances

^{ix} Banque Internationale du Congo

^x Officier de police judiciaire

BIBLIOGRAPHIE

(s.d.). Consulté le Mars 15, 2015, sur www.google.com.

BAGUMA, A. (2017). Impact de la balcanisation du secteur socio-économique de l'enseignant en RDC. Bukavu: Travail de fin de cycle, Inédit.

Congo, G. d. (2002, Mai 07). Loi N°005/2002 du 07 mai 2002. Constitution, Organisation et fonctionnement de la Banque centrale du Congo. Kinshasa.

KING, L. (1997). scholar. Consulté le Décembre 17, 2020, sur www.google.com.

MURANDYA, M. (2008). Les banques commerciales face aux ratios prudentiels, analyse et perspectives, cas de la RDC.